

Nous, organisations politiques, syndicales et associatives signataires de ce communiqué, apportons notre soutien à Mélanie, gilet jaune amiénoise membre des « Réfractaires du 80 », matraquée « gratuitement » par un membre des forces de l'ordre lors de l'acte 23 sur Paris, alors même que le cortège dans lequel elle se trouvait se dirigeait dans le sens inverse des forces de l'ordre – elle a donc été frappée en étant dos à son agresseur.

Les conditions sécuritaires de déroulement des manifestations sont de plus en plus révoltantes, notamment depuis l'adoption de la loi « anti-manifestant.e.s ». Derniers en date après les interdictions de manifester, la présence de drones, ou encore de chiens de combat : le retour des brigades volantes – anciennement appelées Voltigeurs, à l'origine notamment de la mort de Malik Oussekiné – que l'on a pu apercevoir « défilants » sur les places publiques lors des derniers actes de la contestation.

Conséquences de ces nouvelles formes d' « encadrement » : une explosion des blessé.e.s et mutilé.e.s, que l'on peine à dénombrer tant les « bavures » sont nombreuses lors des missions de « maintien de l'ordre ». **Davis Dufresne, écrivain et documentariste, recense sur son site, au 23 avril : 690 signalements de violences, 260 blessures à la tête, 23 éborgné(e)s et 5 mains arrachées. 79 journalistes ont été victimes de violences lors des manifestations, ainsi que 30 médecins-secouristes et 25 passants.** Le silence étatique et médiatique est assourdissant.

Nous nous indignons une fois de plus face à la multiplication et, surtout, à la banalisation de ces violences policières, seules réponses d'un gouvernement ayant perdu toute légitimité à gouverner depuis maintenant plusieurs mois, refusant toute autre réaction face aux exigences de justice sociale, fiscale et environnementale.

Les annonces faisant suites au « grand débat national » qui n'avait de grand que le nom ne sauront calmer les colères populaires, tant les réponses proposées poursuivent la voie antisociale conduite depuis le début du quinquennat ; elles ne sont que le prolongement d'un programme rejeté par la rue depuis novembre dernier.

Le cap politique est maintenu, malgré le désaccord encore exprimé par une grosse majorité de la population.

Face à cette situation nous exigeons :

- La démission de Christophe Castaner ministre de l'Intérieur, la démission de Didier Lallement préfet de Paris, ainsi que tous les préfets ayant donné des consignes ayant causées des blessures lors des manifestations depuis le 17 novembre.

- L'interdiction de l'usage du LBD et de tous types de grenades par les forces de l'ordre partout sur le territoire.

- Le retrait de la loi « anti-manifestant.es »

Nous réaffirmons notre soutien au mouvement des gilets jaunes et à toutes les luttes en cours qui, malgré les répressions et le climat menaçant, continuent de lutter pour un avenir plus juste pour toutes et tous.

Nous appelons à participer aux actions proposées localement, et notamment à la journée d'appel sur Amiens le 25 mai prochain.